

## Marché n°2025-07

### **ACHAT ET AJUSTEMENTS DES DISPOSITIFS DE REDUCTION DES CAPTURES ACCIDENTELLES DANS LE CADRE DES PROJETS LIFE EMM ET FEAMPA ARP**

#### **ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE CONCLU SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT**

Selon les dispositions législatives et réglementaires du code la commande publique entré en vigueur  
le 1er avril 2019

(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R.  
2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(CCAP)**

## Table des matières

PRÉAMBULE .....	4
1.1    PRESENTATION DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE.....	4
ARTICLE 2    OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3    FORME DU MARCHÉ ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	5
3.1    FORME ET PROCEDURE .....	7
3.2    FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ .....	7
3.3    MONTANT DU MARCHÉ .....	8
3.4    DUREE DU MARCHÉ .....	9
3.5    PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ .....	9
ARTICLE 4    PIECES CONTRACTUELLES .....	9
4.1    PIECES PARTICULIERES .....	9
4.2    PIECES GENERALES .....	10
ARTICLE 5    VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (P.S.E) .....	10
ARTICLE 6    MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	10
6.1    DEMARRAGE DES PRESTATIONS .....	10
6.2    MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	10
ARTICLE 7    FORME ET CONTENU DU PRIX .....	11
7.1    CONTENU DU PRIX .....	11
ARTICLE 8    EVOLUTION DES PRIX.....	11
8.1    MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX .....	11
8.2    MODALITES DE REVISION DES PRIX .....	11
8.3    CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	12
ARTICLE 9    VERIFICATIONS ET ADMISSION .....	12
9.1    OPERATION DE VERIFICATION .....	12
9.1.1    NATURE DES OPERATIONS : .....	12
9.1.2    POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION : .....	12
9.1.3    DELAI DE VERIFICATION : .....	12
9.1.4    PRESENCE DU TITULAIRE : .....	12
9.1.5    DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION : .....	12
9.2    ADMISSION.....	13
9.3    AJOURNEMENT .....	13
9.4    REFACTION ET REJET .....	13
9.5    CONTROLES ET AUDITS .....	13
ARTICLE 10    MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION .....	13
10.1    MODALITES DE PAIEMENT .....	13
10.2    AVANCE.....	14
10.3    ACOMPTES .....	14
10.4    MODALITES DE FACTURATION.....	14
ARTICLE 11    PENALITES .....	16

11.1	PENALITES POUR RETARD .....	16
11.2	PLAFONNEMENT DES PENALITES .....	16
ARTICLE 12	OBLIGATIONS DES PARTIES .....	16
12.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHE.....	16
12.1.1	<i>OBLIGATION DE RESULTAT S’AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS</i> .....	16
12.1.2	<i>OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL</i> .....	16
12.1.3	<i>LE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS</i> .....	17
12.1.4	<i>OBLIGATIONS DU TITULAIRE LIEES AU FINANCEMENT EUROPEEN</i> .....	17
12.1.5	<i>COMMUNICATION - VISIBILITE - DRAPEAU EUROPEEN ET DECLARATION DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS FEAMPA ARP (référence « FEAMPA ARP ») et LIFE EMM (référence « LIFE MMS » ou « LIFE EMM »)</i> .....	18
12.1.6	<i>ÉTHIQUE ET VALEURS</i> .....	19
12.2	OBLIGATION DE L’OFB.....	19
ARTICLE 13	CADRE CONTRACTUEL SPECIFIQUE AU LIFE EMM ET AU FEAMPA ARP .....	19
ARTICLE 14	SOUS-TRAITANCE .....	20
ARTICLE 15	RESILIATION DU MARCHE .....	20
15.1	RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL : .....	20
15.2	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE : .....	20
15.3	EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE EN CAS DE RESILIATION POUR FAUTE : 21	
15.4	MISE EN DEMEURE PREALABLE .....	21
ARTICLE 16	CONFIDENTIALITE.....	21
ARTICLE 17	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	21
17.1	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL – RGPD.....	22
17.2	DEFINITIONS .....	22
17.3	CADRE D’EXERCICE ET OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD .....	22
17.4	REGISTRE RGPD .....	23
17.5	SOUS-TRAITANCE PAR LE SOUS-TRAITANT RGPD.....	23
17.6	OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD.....	23
17.7	SORT DES DONNEES.....	24
ARTICLE 18	PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES 24	
18.1	PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS.....	24
18.2	CONNAISSANCES ANTERIEURES .....	26
ARTICLE 19	ASSURANCE .....	26
ARTICLE 20	ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	26
ARTICLE 21	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	27
21.1	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU TITULAIRE ENTREPRISE UNIQUE .....	27
21.2	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES D’UN MEMBRE DU GROUPEMENT NON MANDATAIRE .....	27
21.3	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU MANDATAIRE SOLIDAIRE .....	28
ARTICLE 22	LITIGES .....	28
ARTICLE 23	DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	29

## PRÉAMBULE

### 1.1 PRÉSENTATION DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

L'OFB est un établissement public de l'État à caractère administratif, créé par la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019 et régi par le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019.

L'OFB exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

L'OFB poursuit notamment des objectifs de conciliation entre la préservation de la biodiversité marine et le développement d'usages maritimes respectueux des écosystèmes. En matière d'espaces protégés, il apporte les moyens humains, techniques et financiers aux parcs naturels marins.

Pour répondre aux engagements pris par l'État, l'OFB a lancé plusieurs projets européens visant à accompagner la réduction de l'impact de certaines activités. Ces projets portent notamment sur la mise en œuvre de la méthode nationale d'analyse des risques de porter atteinte aux objectifs de conservation des habitats et espèces Natura 2000 par les activités de pêche maritime professionnelle (Projet FEAMPA ARP) et sur la réalisation de tests de dispositifs de réduction des captures d'espèces protégées (Projet Life Espèces Marines Mobiles ou EMM).

Pour répondre le plus efficacement aux multiples problématiques liées aux captures accidentelles, le FEAMPA ARP vise à qualifier (et si possible quantifier) les niveaux de captures accidentelles entre les engins de pêche et les espèces, et avec le LIFE EMM testera l'usage de techniques de réduction des captures accidentelles d'espèces protégées afin de déterminer leur efficacité en amont d'une prise de mesures réglementaires.

## ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture et l'appui à la mise en place/pose des dispositifs de réduction de captures accidentelles dans le cadre des deux projets susmentionnés.

La prestation pourra également répondre à d'autres besoins similaires de l'OFB (PNM et DFM) dans d'autres cadres tels que la gestion des Aires marines protégées ou la réalisation d'autres projets.

Le présent marché comporte 21 lots constitués comme suit, couvrant 18 lots d'acquisition de dispositifs de réduction des captures accidentelles qui pourront être achetés et 3 lots de prestations d'appui à la mise en œuvre de ces dispositifs :

- Lot 1 - Diode électroluminescente (LED)
- Lot 2 - Cerf-volant effaroucheur
- Lot 3 - Dispositifs de dissuasion acoustique actif sous-marin
- Lot 4 : Hookpod
- Lot 5 : Leurres artificiels
- Lot 6 : Hameçon circulaire
- Lot 7 : Tresse bioluminescente
- Lot 8 : Nappe de chalut bioluminescente
- Lot 9 : Nappe de filet bioluminescent
- Lot 10 : Accastillage
- Lot 11 : Colorant
- Lot 12 : Ralingue

- Lot 13 : Fils polysteel
- Lot 14 : Nasse à langouste
- Lot 15 : Aimants + métaux électropositifs
- Lot 16 : Turtle Excluder Device (TED)
- Lot 17 : Goulotte de mise à l'eau
- Lot 18 : Effaroucheur sonore aérien
- Lot 19 : Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Atlantique
- Lot 20 : Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Manche Mer-du-Nord
- Lot 21 : Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Méditerranée

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### ARTICLE 3 FORME DU MARCHE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

N° Lot	Intitulé du lot	Forme	Montant maximum € HT	Durée (mois)	Modalité d'attribution
1	Diode électroluminescente (LED)	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	800 000	48	Mono-attributaire
2	Cerf-volant effaroucheur	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	4 000	48	Mono-attributaire
3	Dispositifs de dissuasion acoustique actif sous-marin	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	150 000	48	Mono-attributaire
4	Hookpod	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	35 000	48	Mono-attributaire
5	Leurres artificiels	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	140 000	48	Mono-attributaire
6	Hameçon circulaire	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	25 000	48	Mono-attributaire

7	Tresse bioluminescente	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	625 000	48	Mono-attributaire
8	Nappe de chalut bioluminescente	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	340 000	48	Mono-attributaire
9	Nappe de filet bioluminescente	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	925 000	48	Mono-attributaire
10	Accastillage	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	157 000	48	Mono-attributaire
11	Colorant	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	15 000	48	Mono-attributaire
12	Ralingue	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	400 000	48	Mono-attributaire
13	Fils Polysteel	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	800 000	48	Mono-attributaire
14	Nasse à langoustes	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	25 000	48	Mono-attributaire
15	Aimants et métaux électropositifs	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	140 000	48	Mono-attributaire
16	Turtle Excluder Device (TED)	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	30 000	48	Mono-attributaire
17	Goulotte de mise à l'eau	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	70 000	48	Mono-attributaire
18	Effaroucheur sonore aérien	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	6 000	48	Mono-attributaire

19	Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Atlantique	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	37 000	48	Mono-attributaire
20	Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Manche Mer-du-Nord	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	37 000	48	Mono-attributaire
21	Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Méditerranée	Accord cadre à <b>bons de commande</b> sur la base du BP	39 000	48	Mono-attributaire

### 3.1 FORME ET PROCEDURE

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Les 21 lots qui composent le marché sont mono-attributaires.

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour chaque lot.

### 3.2 FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Chaque lot est un accord-cadre à bons de commande. Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes concerneront les prestations énumérées dans le Bordereau des Prix BP annexé à l'acte d'engagement du marché.

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande qui seront notifiés **par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins**.

Conformément aux stipulations de l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon les modalités prévues par l'accord-cadre, objet de la présente consultation.

Conformément à l'article R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

### **3.3 MONTANT DU MARCHE**

Le présent marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **4 800 000 € HT** sur la durée totale du marché (48 mois) et l'intégralité des lots.

**Pour le lot 1**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **800 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 2**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **4 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 3**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **150 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 4**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **35 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 5**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **140 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 6**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **25 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 7**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **625 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 8**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **340 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 9**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **925 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 10**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **157 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 11**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **15 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 12**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **400 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 13**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **800 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 14**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **25 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 15**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **140 000 € HT** sur la durée maximale du lot.



**Pour le lot 16**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **30 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 17**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **70 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 18**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **6 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 19**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **37 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 20**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **37 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

**Pour le lot 21**, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **39 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

### **3.4 DUREE DU MARCHE**

Les vingt-et-un (21) lots sont conclus pour une durée de **quarante-huit (48) mois ferme** à compter de leur date de notification.

Les vingt-et-un (21) lots ne sont pas reconductibles.

### **3.5 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DU MARCHE**

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter la date de livraison ou le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et,
- Le délai supplémentaire demandé.

## **ARTICLE 4 PIECES CONTRACTUELLES**

### **4.1 PIECES PARTICULIERES**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Pour chaque lot, l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereau des Prix (BP), dont seul l'exemplaire conservé par l'OFB fait foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-FCS) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

#### **4.2 PIECES GENERALES**

- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°NOR : ECOM2106868A du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services. Ce document est téléchargeable sur le site du MINEFI : [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)
- Le Code de la commande publique

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCAP ou du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (P.S.E)**

Les variantes et les prestations supplémentaires éventuelles (*P.S.E*) (*ex-options*) ne sont pas autorisées.

### **ARTICLE 6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **6.1 DEMARRAGE DES PRESTATIONS**

Pour chaque lot, les prestations démarreront après l'émission du premier bon de commande.

#### **6.2 MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Les prestations sont obtenues du titulaire par l'émission de bons de commande, lors de la survenance des besoins. Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché.

Les bons de commande comportent :

- La référence du marché ;
- Le lot concerné ;
- La désignation de la prestation détaillée (UO) ;
- La durée d'exécution des prestations ;
- Les références du service supportant la dépense ;
- La signature de la personne habilitée.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

L'émission des bons de commande se fait jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

## ARTICLE 7 FORME ET CONTENU DU PRIX

Pour les vingt-et-un (21) lots, les prix de l'accord-cadre sont mixtes unitaires et forfaitaires.  
Les prix sont fixés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement : le Bordereau des Prix (BP).  
Les prix sont appliqués aux quantités réellement délivrées sans dégressivité, ni progressivité.

### 7.1 CONTENU DU PRIX

Pour les vingt-et-un (21) lots, les prix portés au BP sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, **les frais de livraisons des équipements**, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, le prix de la cession des droits mentionnés à l'article 17 du présent CCAP.

Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

## ARTICLE 8 EVOLUTION DES PRIX

### 8.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Pour les vingt-et-un (21) lots, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de l'indice correspondant à la date de remise des offres.

### 8.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Ensuite, ils sont **révisés à la date anniversaire (date de notification de chacun des lots)** de la notification selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,125 + 0,875(I/I_0))$$

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> : prix initial tel qu'il figure dans l'acte d'engagement

I : Valeur de l'indice, pour le mois précédant la date de révision

I<sub>0</sub> : Valeur de l'indice paru pour le mois de la date de remise des offres

L'indice applicable est l'Indice SYNTEC.

**La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire, à l'attention du chef de projet métier.** Cette demande doit parvenir à l'OFB **30 jours** avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix de la part de l'OFB.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec, au maximum, quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. **La demande est à envoyer par courriel** au chef de projet désigné par l'OFB

La révision dument validée sera adressée au service commande publique qui la transmettra au service financier au titre des pièces du marché.

### **8.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Si l'évolution annuelle est supérieure à 5%, l'OFB se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 9 VERIFICATIONS ET ADMISSION**

### **9.1 OPERATION DE VERIFICATION**

#### **9.1.1 NATURE DES OPERATIONS :**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

#### **9.1.2 POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION :**

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire en version finale ou de livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

#### **9.1.3 DELAI DE VERIFICATION :**

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

#### **9.1.4 PRESENCE DU TITULAIRE :**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire du lot concerné des jours et des heures fixés pour les vérifications.

#### **9.1.5 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION :**

Dès lors qu'ils existent des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## **9.2 ADMISSION**

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

## **9.3 AJOURNEMENT**

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours selon les modalités décrites à l'article 30.2 du CCAG-FCS.

## **9.4 REFACTION ET REJET**

Les refactions et rejets s'effectuent conformément aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG-FCS.

Toutefois, en cas de rejet, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

## **9.5 CONTROLES ET AUDITS**

Le titulaire doit conserver toute documentation permettant de justifier la mise en œuvre de la prestation et l'utilisation des sommes versées. Il doit répondre à toute demande de documentation de la part de l'OFB pendant la prestation et jusqu'à 5 ans après la fin du projet Life EMM (soit jusqu'en 2035).

La Commission européenne et les instances de contrôle européenne ont les mêmes droits que l'OFB pour les besoins des contrôles et audits. Elles se réservent le droit de vérifier, à tout moment et jusqu'au 31/12/2036, la bonne utilisation des sommes versées et pourront demander au titulaire tout document ou justificatif en ce sens, pour les besoins des contrôles et audits.

# **ARTICLE 10 MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

## **10.1 MODALITES DE PAIEMENT**

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (B.C.E) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

## 10.2 AVANCE

Conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée aux titulaires du marché lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le pourcentage de cette avance est fixé à 30%.

Conformément aux articles R. 2191-7 et R. 2191-8 du code de la commande publique le montant de l'avance qui sera versée à l'attributaire est calculé de la manière suivante :

- Si la durée d'exécution des prestations objet du bon de commande est inférieure à 12 mois ; le montant de l'avance sera égal à **30% du montant TTC du bon de commande.**
- Si la durée d'exécution des prestations objet du bon de commande est supérieure à 12 mois ; alors s'appliquera la formule suivante : **30% d'une somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

## 10.3 ACOMPTES

Des acomptes pourront être versés selon les modalités prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-22 du Code de la commande publique,

Le versement de l'acompte est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire après production par celui-ci d'un compte rendu d'avancement validé par le chef de projet OFB.

## 10.4 MODALITES DE FACTURATION

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les mentions obligatoires suivantes :

- Date de facture
- N° de facture
- N° de marché
- N° du lot concerné
- Identité du vendeur
  - o nom
  - o adresse
  - o SIREN ou SIRET ou RCS

- N° identification TVA
- Identité de l'acheteur
  - o nom
  - o adresse
- N° du bon de commande valide (sur facture ou dans le champ CHORUS)
- Désignation et décomptes des produits et services rendus (phase n° .... ou UO)
  - o - dénomination précise, quantité, prix unitaire HT
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettre pour les factures manuscrites
- Taux de TVA
- Article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises)
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;
- La référence du projet qui sera indiquée sur le bon de commande : « FEAMPA ARP » pour le projet ARP ; « LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS Marine Mobile Species » pour le projet LIFE EMM.

La (les) facture(s) adressées à l'OFB devront comporter la référence de la commande, ainsi que la référence au projet concerné : pour le LIFE EMM, LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629, pour le FEAMPA ARP, FAM000-885. Elles devront présenter le détail des prestations réalisées et des éléments fournis, conformément aux obligations de l'OFB issues de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 et de la convention de subvention FEAMPA ARP (FAM000-885) signée par l'OFB et FranceAgriMer le 23/11/2023.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)<sup>1</sup> à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015.** ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture :
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/001/2020/0000000.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

---

<sup>1</sup> Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

## ARTICLE 11 PENALITES

### 11.1 PENALITES POUR RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et par décision expresse du pouvoir adjudicateur, le lendemain du jour où les délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché ou de remise des livrables sont expirés.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

**R** = le nombre de jours de retard

### 11.2 PLAFONNEMENT DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total servant de base au calcul des pénalités.

## ARTICLE 12 OBLIGATIONS DES PARTIES

### 12.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHÉ

#### 12.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans le marché.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

#### 12.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire s'engage à informer l'OFB de manière régulière de l'exécution des prestations.



Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB, pendant toute la durée d'exécution du marché, de les avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

#### 12.1.3 LE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Le titulaire du marché présente dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché, le référent et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

En cas de changement de l'interlocuteur référent ou de l'un des membres de l'équipe, un délai de recouvrement minimum quinze (15) jours ouvrés doit être prévu pour permettre le transfert de connaissances.

En cas de changement de l'un des membres de l'équipe, le titulaire en informe l'OFB par courrier simple ou courriel, au minimum quinze (15) jours ouvrés en avance et lui présente le profil du nouvel intervenant.

Le titulaire est tenu de proposer un intervenant disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal à celui remplacé.

En cas de changement de l'interlocuteur désigné, ce dernier avant de mettre fin à ses fonctions, est tenu de proposer un autre interlocuteur disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal au sien. L'OFB dispose d'un délai d'un (1) mois pour accepter le nouvel interlocuteur à compter de la date de réception du courrier. Passé ce délai, le silence du pouvoir adjudicateur vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire s'engage à proposer un nouveau profil à l'acceptation de l'OFB. Le changement d'interlocuteur ne pourra être opéré que lorsque le remplacement aura lieu.

Il est précisé que le remplacement d'un membre de l'équipe ne doit pas entraîner de retard dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations objet du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'OFB se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs membres de l'équipe sans avoir à motiver sa demande. Le titulaire s'engage à proposer un profil dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

#### 12.1.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE LIEES AU FINANCEMENT EUROPEEN

Conformément aux articles 17 de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 et des articles 08 et 10 de la convention de subvention FEAMPA ARP (FAM000-885) signée par l'OFB et FranceAgriMer le 23/11/2023, relatives à la mise en œuvre des projets LIFE EMM et FEAMPA ARP, et dans le cadre de laquelle s'inscrit la prestation, les clauses des articles XIII de cette convention, applicables à l'OFB, sont également applicables aux titulaires, à savoir :

- Les titulaires s'engagent à mentionner le fait que la prestation bénéficie du soutien financier de l'Union Européenne et du Ministère de la transition écologique dans le cadre des projet LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) et FEAMPA ARP (FAM000-885) , et à faire figurer les logos LIFE, Natura 2000, de l'Union Européenne et du gouvernement pour toute publication ou communication en lien avec la prestation, et à valider le contenu avec l'OFB en amont de ces projets de publication ou communication.

- Les titulaires prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter toute situation où la mise en œuvre impartiale et objective de la prestation est compromise pour des raisons d'intérêt économique, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou émotionnels ou de tout autre intérêt partagé (« conflit d'intérêt »).
- Les titulaires n'ont aucun droit envers la Commission européenne pour la mise en œuvre de la prestation. Toute activité de communication ou de diffusion liée à l'action doit utiliser des informations factuellement exactes. En outre, elle doit comporter la clause de non-responsabilité suivante : "Financé par l'Union européenne. Les points de vue et les opinions exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'OFB. Ni l'Union européenne ni l'autorité responsable ne peuvent en être tenues pour responsables"

12.1.5 COMMUNICATION - VISIBILITE - DRAPEAU EUROPEEN ET DECLARATION DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS FEAMPA ARP (référence « FEAMPA ARP ») et LIFE EMM (référence « LIFE MMS » ou « LIFE EMM »)

Sauf avis contraire de l'OFB, les activités de communication du prestataire liées à l'exécution des projets « FEAMPA ARP », « LIFE MMS » ou « LIFE EMM » (y compris les relations avec les médias, les conférences, les séminaires, le matériel d'information, tel que les brochures, les dépliants, les affiches, les présentations, etc., sous forme électronique, via les médias traditionnels ou sociaux, etc.), les activités de diffusion et toute fourniture ou tout résultat majeur financé dans le cadre du présent marché doivent mentionner le soutien de l'UE et afficher le drapeau (emblème) européen et la déclaration de financement :



L'emblème doit rester distinct et séparé et ne peut être modifié par l'ajout d'autres marques visuelles, marques ou textes. Aucune autre identité visuelle ou logo ne peut être utilisé pour mettre en évidence le soutien de l'UE.

Le prestataire informera l'OFB en cas de difficulté à mettre en œuvre cette obligation.

**Qualité de l'information - Clause de non-responsabilité**

Toute activité de communication ou de diffusion liée à l'action doit utiliser des informations factuellement exactes.

En outre, elle doit comporter la clause de non-responsabilité suivante :

"Financé par l'Union européenne. Les points de vue et les opinions exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'OFB. Ni l'Union européenne ni l'autorité responsable ne peuvent en être tenues pour responsables".

## Qualité de l'information

Toute activité de communication ou de diffusion liée à l'action doit utiliser des informations factuellement exactes.

### 12.1.6 ÉTHIQUE ET VALEURS

Le prestataire doit s'engager à respecter les valeurs fondamentales de l'UE (telles que le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et les droits humains, y compris les droits des minorités) et veiller à ce qu'elles soient respectées. Il s'assure que la prestation soit exécutée dans le respect des normes d'éthiques et de déontologie et il s'assure également de l'absence de conflit d'intérêt dans l'exécution de la prestation.

## 12.2 OBLIGATION DE L'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- la mise en relation des titulaires avec chaque pêcheur professionnel volontaire ainsi qu'avec les autres interlocuteurs concernés ;
- 
- la désignation d'un correspondant technique chargé de suivre les actions et de coordonner ses relations avec les titulaires ;

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

## ARTICLE 13 CADRE CONTRACTUEL SPECIFIQUE AU LIFE EMM ET AU FEAMPA ARP

Conformément aux articles 25 et 26 de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 et des articles 03 et 05 de la convention de subvention FEAMPA ARP (FAM000-885) signée par l'OFB et FranceAgriMer le 23/11/2023, relatives à la mise en œuvre des projets LIFE EMM et FEAMPA ARP, et dans le cadre de laquelle s'inscrit la prestation, les clauses des articles XVI de cette convention, applicables à l'OFB, sont également applicables au prestataire, à savoir :

- La Commission Européenne et la Cour des comptes européenne se réservent le droit de vérifier, à tout moment (et jusqu'au 31/12/2036), la bonne utilisation des contributions financières et pourront demander aux titulaires tout document ou justificatif en ce sens, pour les besoins des contrôles et audits.
- La Commission européenne ne peut être tenue responsable des dommages causés ou subis par les titulaires, y compris tout dommage causé à des tiers suite à la mise en œuvre de la prestation ou lors de sa mise en œuvre.
- Les parties doivent garder confidentielles les données, documents ou autres éléments (sous quelque forme que ce soit) identifiés par écrit comme sensibles - pendant la mise en œuvre de l'action et au moins jusqu'au 31/12/2036.

## ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

## ARTICLE 15 RESILIATION DU MARCHE

### 15.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL :

L'article 41 du CCAG-FCS s'applique.

La résiliation unilatérale du marché pour motif d'intérêt général, prononcée par le pouvoir adjudicateur, ouvre droit à indemnité dans les conditions prévues par l'article 40 du CCAG-FCS.

### 15.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE :

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- Lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives du marché ou les documents validés de l'offre ;
- En cas d'inexécution établie, prouvée et rapportée.

- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel.

### **15.3 EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE EN CAS DE RESILIATION POUR FAUTE :**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation pour faute du titulaire.

Le titulaire devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles prévues dans le CCTP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

### **15.4 MISE EN DEMEURE PREALABLE**

Lorsque la résiliation prévue à l'article 41 du CCAG-FCS est précédée d'une mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour s'exécuter.

Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure.

L'absence d'exécution de la mise en demeure expose le titulaire au prononcé de la résiliation.

## **ARTICLE 16 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre de l'exécution du présent marché pendant la mise en œuvre de l'action et au moins jusqu'au 31/12/2036.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

## **ARTICLE 17 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire, du Pouvoir Adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur. Une Partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses Sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il les fait figurer au sous-traité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au marché.

#### **17.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL – RGPD**

Chaque Partie au Marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du Pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une Modification de Marché par les Parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du Pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du Marché.

Le Titulaire avise ses Sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. Il les fait figurer au sous-traité et à la demande de sous-traitance. Il s'engage à respecter et à faire respecter les termes de la note « Traitement des données à caractère personnel » établie par le maître d'ouvrage et jointe en annexe.

#### **17.2 DEFINITIONS**

Au sens des clauses du présent paragraphe, et en application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « RGPD »), seront considérés comme :

« Responsable de traitement RGPD » : la Maîtrise d'ouvrage.

« Sous-traitant RGPD » : le Titulaire.

#### **17.3 CADRE D'EXERCICE ET OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant RGPD s'engage à effectuer pour le compte du Responsable de traitement RGPD les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Le Sous-traitant RGPD est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement RGPD les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation du Marché.

Le Responsable de traitement RGPD s'engage auprès du Sous-traitant RGPD à :

- Lui fournir les données visées ci-avant.

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant RGPD.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Sous-traitant RGPD.
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant RGPD.

Si le Sous-traitant RGPD considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Responsable de traitement RGPD au travers d'une mise à jour de la Registre RGPD.

#### **17.4 REGISTRE RGPD**

Le Sous-traitant RGPD exposera au Responsable de traitement RGPD sa politique en matière de protection des données personnelles, en identifiant les données collectées, en précisant le traitement dont elles font l'objet, en désignant son délégué à la protection des données, en précisant la durée de conservation des données, ainsi que les mesures de sécurité prévues par le Sous-traitant RGPD. En réponse à cette exigence, et au regard de son devoir général de conseil, le Sous-traitant RGPD établira un document – le Registre RGPD – reprenant tous ces aspects et les étendant aux aspects non visés ici mais relevant du RGPD, pièce contractuelle.

Le Registre RGPD fait en outre apparaître :

- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable de traitement RGPD.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel.
  - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.
  - o Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.
  - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **17.5 SOUS-TRAITANCE PAR LE SOUS-TRAITANT RGPD**

Le Sous-traitant RGPD aura les mêmes exigences envers ses sous-traitants ; il doit en outre s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles. Il aura au préalable obtenu du Responsable de traitement RGPD l'accord expresse à la mise en place de cette sous-traitance. La DC4 fera mention des conditions d'exercice de ce sous-traitant du Sous-traitant RGPD, notamment la désignation de la personne référente (DPO).

Le sous-traitant du Sous-traitant RGPD est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement RGPD.

#### **17.6 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD**

Le Sous-traitant RGPD s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du Contrat.

- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement RGPD figurant dans la Registre RGPD.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat (dont le référent / DPO est désigné dans l'Offre contractuelle) :
  - o S'engage à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
  - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.
- Aider, dans la mesure du possible, le Responsable de traitement RGPD à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation du traitement, à la portabilité des données, à ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.
- Notifier au Responsable de traitement RGPD par email toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de traitement RGPD, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- Mettre à disposition du Responsable de traitement RGPD la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable de traitement RGPD ou un auditeur qu'il aura nommé.

## **17.7 SORT DES DONNEES**

Au terme de la prestation, le Sous-traitant RGPD s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel à l'issue d'une durée de 10 ans après la réception de l'ouvrage, afin de garantir la conservation de la preuve dans le cadre d'une démarche en décennale.

## **ARTICLE 18 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSIION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES**

### **18.1 PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSIION DE DROITS**

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur.

Les livrables et documents sont ceux visés au CCTP.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre exclusif, pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, pour le monde entier :

- son droit de reproduction sur les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports actuels ou futurs y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commerciale ;



- son droit de représentation sur les livrables, qui comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation sur les livrables du marché ;
- son droit d'usage sur les livrables du marché ;
- son droit de distribuer et de commercialiser les livrables du marché ;
- le dépôt de marques.

Les livrables du marché pourront être librement réutilisés par l'OFB à toutes fins nécessaires dans le cadre de sa mission de service public, y compris dans le cadre de la transmission à des tiers et/ou partenaires et l'incorporation dans le cadre de cahiers des charges de marchés publics ultérieurs par lui et/ou ses cessionnaires de droits ultérieurs.

Le transfert des droits sur lesdits livrables est opéré à compter de l'admission desdits livrable et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, seul titulaire de tous les droits, actions et privilèges listés ci-dessus sur lesdits livrables.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'il réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à des tiers cessionnaires et/ou partenaires et sans devoir de redevances au titulaire du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifiés par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le prestataire accorde à l'Union Européenne le droit d'utiliser les Résultats aux fins suivantes : utilisation pour ses propres besoins, distribution au public, traduction, stockage, archivage, demandes individuelles sans droit de reproduction ou d'exploitation, conformément aux articles 13,15 et 16 de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 et de l'articles 10 de la convention de subvention FEAMPA ARP (FAM000-885) signée par l'OFB et FranceAgriMer le 23/11/2023, relatives à la mise en œuvre des projets LIFE EMM et FEAMPA ARP.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des

illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;

- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, le titulaire du marché garantit l'OFB contre toute action en contrefaçon qui serait engagée à son encontre de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle pourtant sur un des livrables et plus généralement sur l'une de ses prestations, contre toute action en concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de la part de l'OFB et dont le fait générateur serait constitué par les livrables ou l'une des prestations du titulaire des marchés.

Le titulaire s'engage :

- à apporter à l'OFB toute l'assistance nécessaire à ses frais;
- à prendre en charge tous dommages-intérêts auxquels pourrait être condamné l'OFB par une décision de justice devenue définitive sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme du fait de l'exploitation des livrables La garantie ne concerne pas les modifications ou adaptations apportées aux livrables par l'OFB, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation;
- à son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige ou à rembourser les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

## **18.2 CONNAISSANCES ANTERIEURES**

Se référer aux dispositions de l'article 35 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 19 ASSURANCE**

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur. Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances souscrits par lui.

## **ARTICLE 20 ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES**

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'UGAP à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

## **ARTICLE 21 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire du Marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché.

### **21.1 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU TITULAIRE ENTREPRISE UNIQUE**

En cas de redressement judiciaire, le Marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire, le Marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

### **21.2 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES D'UN MEMBRE DU GROUPEMENT NON MANDATAIRE**

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle du Marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle du Marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité du Marché.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

### **21.3 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU MANDATAIRE SOLIDAIRE**

En cas de redressement judiciaire, la résiliation du Marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale du Marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le Pouvoir Adjudicateur peut :

- Soit résilier la totalité du Marché ;
- Soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois.

## **ARTICLE 22 LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du Code de la commande publique).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics<sup>2</sup>

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau du conseil aux acheteurs  
Bâtiment Condorcet  
6 rue Louise WEISS  
Télédoc 353  
75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20

---

<sup>2</sup> La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Télécopieur : 01.44.97.06.46  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun  
43, rue du Général de Gaulle  
Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Télécopie : 01 60 56 66 10  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

## ARTICLE 23 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
9.1.3	28.2
9.1.4	27.3
9.2	30.1
9.3	30.2
9.4	30.4.3
11.1	14.1
11.2	14.1.2